



## DÉLIBÉRATIONS

Le 25 janvier 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient excusés :

Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Stéphane MARTOT

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI  
Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT  
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR  
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Félicie RENON  
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Geneviève LARMARAUD  
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 18 janvier 2024

### 1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 DÉCEMBRE 2023

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2023 est adopté à l'unanimité et joint en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,  
Président et par délégation  
Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.